

POURQUOI LES BANQUES OCCIDENTALES FACILITENT L'ACCUEIL DES AVOIRS DÉTOURNÉS ?

L'argent des tyrans n'a pas d'odeur

Actualité militaire oblige, c'est une question toute simple, donc redoutable, qui devrait tarauder les esprits : l'intervention en Libye aurait-elle été nécessaire si les banques occidentales avaient refusé de faire fructifier les avoirs du colonel Kadhafi et de son clan ? Si elle aboutit, la traque de la fortune des dictateurs et présidents déchus d'Afrique du Nord comme du Proche-Orient, ainsi que celle de leurs proches, devrait confirmer une nouvelle fois que, pour le secteur bancaire, l'argent n'a pas d'odeur.

Après le scandale du blanchiment des «fonds sales» des anciens chefs d'Etat du Zaïre Joseph Mobutu, du Nigeria Sani Abacha ou des Philippines Ferdinand Marcos, on pensait avoir tout vu en matière d'immoralité de certains professionnels du placement financier haut de gamme. Il faut à nouveau déchanter. Les chefs d'Etat corrompus parviennent à délocaliser sans problème leurs espèces et métaux précieux ou à acheter de l'immobilier de luxe. Des institutions financières étrangères, accueillantes et peu regardantes devant les exactions et les crimes commis, les aident dans ce pillage systématique des ressources de leur pays.

Pourquoi des enseignes prestigieuses et renommées acceptent-elles d'héberger les richesses de dictateurs, cheiks ou oligarques sentant le soufre ? Première explication de cette perméabilité à tous les étages, cumulant coûts et risques faibles, la gestion de tels patrimoines est une activité très lucrative. En outre, ce type de compte est facile à rentabiliser : il suffit de faire tourner le portefeuille de clients pas très regardants. Aussi, un compte douteux passe souvent inaperçu au milieu de milliards de dollars de transactions.



Câliner les despotes et autocrates

Deuxièmement, dans toutes les places financières dignes de ce nom existe un réseau de banquiers privés, d'experts-comptables ou d'avocats internationaux passés maîtres dans la construction de structures opaques permettant de brouiller les pistes. Immatriculés de surcroît dans un de ces paradis fiscaux offshore réputés pour leur laxisme réglementaire, les «trusts», qui permettent de cacher l'identité du bénéficiaire des fonds, en sont le

meilleur exemple. La palette entière des intermédiaires de la «banque de l'ombre» définie par le G20 (capital-investissement, technique du hors-bilan...) offre un havre de paix à l'argent baladeur.

Troisièmement, ces activités de gestion bénéficient de la protection de facto de l'Etat. En effet, les pétromonarchies du Golfe profitent de la protection souveraine tandis que les tyrans, eux, disposent de l'immunité diplomatique. De plus, il y a contradiction entre les principes de défense des droits de l'homme et les faits.

Il faut toujours câliner les despotes et autocrates, c'est de bonne diplomatie, de gauche comme de droite. Et sur ce plan, la haute finance et sa course aux bonus est la plus zélée des zélés. A ce réquisitoire, le lobby bancaire réplique avec simple bon sens qu'il lui est impossible de séparer le bon grain de l'ivraie, les actifs nationaux de la fortune personnelle des dirigeants nord-africains ou proche-orientaux.

Que jusqu'au déclenchement de la rébellion, Washington, Londres et Paris ont choyé les avoirs de la «Libyan Investment Authority», le fonds souverain libyen contrôlé par des hommes liges du régime.

Autre argument : au sein des banques, une armée de déontologues sont chèrement rémunérés pour veiller à la bonne conformité des opérations avec la loi. Et si les établissements occidentaux bien régulés refusent d'ouvrir un compte aux dictateurs corrompus, d'autres institutions, chinoises, indiennes, latino-américaines ou russes, plus accommodantes avec l'argent d'origine douteuse, s'en chargeront sans état d'âme.

Londres accorde un traitement de faveur aux riches immigrants extracommunautaires

A quelque chose, malheur est bon. La crise financière de 2008 et

le sauvetage des banques par le contribuable ont bouleversé durablement la donne réglementaire. Aux Etats-Unis, la loi Dodd-Frank oblige les compagnies minières cotées à une Bourse américaine à divulguer les bénéficiaires des royalties versées à l'étranger.

L'Union européenne a imposé la transparence aux opérations des fonds spéculatifs.

De surcroît, la coopération internationale en matière d'entraide judiciaire pour tracer les fonds et organiser leur rapatriement s'est nettement améliorée.

Enfin, après les graves manquements à la déontologie de tant d'institutions financières lors des «dix glorieuses» précédant la crise des «subprimes», l'heure est au retour à une certaine morale en affaires. Bon nombre de banques refusent les actifs des politiques pour ne pas ternir leur image. Mais les vieilles habitudes ont la peau dure. En particulier dans la «City» (quartier des affaires) de Londres, la plus grosse place financière extraterritoriale qui contrôle un quart des avoirs offshore au monde. Londres vient d'ailleurs d'accorder un traitement de faveur aux riches immigrants extracommunautaires (hors Union européenne). Doit-on s'en étonner ?

LSC

A LIRE : ARMES DE CORRUPTION MASSIVE : SECRETS ET COMBINES DES MARCHANDS DE CANONS(*)

Politique et business entre la France et la Libye font mauvais ménage

Dans l'enquête très fouillée qu'il publie sur les contrats d'armement internationaux, le journaliste Jean Guisnel, de l'hebdomadaire français *Le Point*, consacre un chapitre édifiant à la tumultueuse relation d'affaires entre la Libye et la France. Une parmi de nombreuses autres, où politique et business font mauvais ménage. Depuis la première vente de 82 Mirage, signée dès l'accès au pouvoir du colonel Kadhafi en 1969, les épisodes furent nombreux. L'actualité en porte les traces : les deux Mirage F1 libyens qui ont atterri à Malte le 21 février dernier, leurs pilotes ayant refusé de tirer sur les manifestants opposés au régime, sont les survivants d'un marché conclu dans les années 1970. C'est en 2006 que les affaires ont repris, après une vingtaine d'années de tensions. Nous sommes le 21 octobre 2006, raconte l'auteur, et Michèle Alliot-Marie, alors ministre de la Défense, rend visite au colonel Kadhafi.

Le chef de l'Etat libyen accueille son hôte française en demandant des nouvelles de son compagnon, Patrick Ollier, député, président du groupe d'amitié France-Libye, un ami (actuellement, il est ministre des Relations avec le Parlement).

La ministre, alors, espère capitaliser une série de contacts et de discrets rapprochements qui ont eu lieu depuis plusieurs années. Car si l'embargo sur le commerce des armes, décidé en 1992 par l'ONU à l'encontre du pays, n'a été levé qu'à l'automne 2004, c'est dès le début des années 2000 que «les marchands d'armes français commencent à reprendre le chemin de Tripoli», écrit Jean Guisnel. Pour une raison simple : «Les contrats d'armement prennent tellement de temps que les entreprises s'estiment fondées à entamer les prospections.»

Dès 2001, le gouvernement français a ainsi autorisé la reprise des contacts commerciaux pour Thalès, Eurocopter ou Dassault.

Sept intermédiaires pour toucher des commissions

La France n'est pas seule : en 2003, les Américains, avec les Britanniques, entament une démarche de normalisation avec l'ex-Etat voyou, tout en lui faisant renoncer à son arme nucléaire. Les Russes, fournisseurs traditionnels, mais aussi les Italiens, sont aussi dans la course. Dans celle-ci, «les industriels français n'obtiendront jamais que des lots de consolation», précise l'auteur.

Malgré cela, la bagarre est rude, entre entreprises françaises même. En témoigne le contrat de rénovation des vieux Mirage F1. Dans cette unique affaire, l'auteur a identifié sept intermédiaires différents qui prétendaient tous toucher des commissions. En 2007, juste après la libération des infirmières bulgares pour laquelle le président Sarkozy a envoyé sa femme à Tripoli, le fils Kadhafi, Seif Al-Islam, s'est félicité dans le quotidien français *Le Monde* d'un accord de 100 millions d'euros sur la fourniture de missiles.

Là encore, les discussions ont commencé des années plus tôt. Depuis, la France espérait vendre pour près de 2 milliards d'euros d'armement à Tripoli, dont des Rafale. En vain. Car, explique encore l'auteur, «le cadre international des compétitions en matière de vente d'armes est défini aux Etats-Unis et nulle part ailleurs».

(*) *Armes de corruption massive : secrets et combines des marchands de canons* par Jean Guisnel, Editions La Découverte, Paris, 2011

La reconstruction après le séisme, un enjeu pour la mafia japonaise

Au lendemain du séisme et du tsunami qui ont frappé le Japon, les premiers arrivés sur place n'étaient ni les ONG ni même l'armée. Les yakuzas, la mafia japonaise, ont dépêché des centaines d'hommes et des dizaines de camions chargés de couvertures, de nouilles lyophilisées, de lampes de poche et de couches pour bébé. Ils ont par la suite ouvert les portes de leurs entreprises aux réfugiés à Tokyo.

Les observateurs expliquent l'intérêt qu'ont les yakuzas dans la région du Tohoku, frappée par le séisme : le crime organisé japonais détient 3 à 4% de l'industrie du bâtiment. En étant les premiers sur le terrain, ils espèrent pouvoir récupérer une part du marché de la reconstruction. Et en avançant vite leurs pions, ils n'auront pas à payer cher. Lors du séisme de Kobé en 1995, l'aide du gouvernement était totalement désorganisée. Seule la mafia japonaise était en mesure de fournir une aide concrète aux habitants de la ville dévastée, mobilisant même un hélicoptère.

Elle a immédiatement investi massivement dans la reconstruction et engrangé des milliards de profits.

Elle peut agir vite car elle n'a pas de règles à suivre. Pour agir les mains libres, le crime organisé japonais détient un certain nombre de sociétés-écrans, notamment dans les domaines de l'immobilier et de la finance. C'est en partie au nom de ces entreprises qu'il a dégagé des fonds.

Ses nombreux relais dans les milieux politiques, qui font régulièrement l'objet d'articles dans la presse, lui permettent d'exercer des activités illégales sans être véritablement inquiété. Pour ne pas attirer l'attention, les yakuzas ne se sont pas présentés en tant que tels dans les zones sinistrées. La mafia dispose également de relais dans la presse : un hebdomadaire japonais publie chaque semaine au moins un article sur les yakuzas, généralement plutôt élogieux à leur égard.

Un reportage intitulé «Les yakuzas envoyés au cœur du choc, sur la ligne de front» vient justement d'y être publié.

A VOIR SUR ARTE LE VENDREDI 1^{er} AVRIL

Ce monde arabe qui bouge

La chaîne de télévision franco-allemande Arte consacre une soirée «théma» au «Monde arabe qui bouge», le vendredi 1^{er} avril, à partir de 21h05, heure algérienne. Les révolutions au Maghreb et au Moyen-Orient font rejaillir toutes les contradictions et toutes les richesses du monde arabe.

Au menu de cette soirée : un débat et deux documentaires intitulés *Arabe et fier de l'être* et *Au pays de l'or noir et de la matière grise*.